



Syndicat « Autolib' »

DELIBERATION 2009 013 – Régime indemnitaire applicable au personnel

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, autorisant la création du syndicat mixte ouvert *Autolib'*,

Vu les statuts du syndicat mixte *Autolib'*

Vu le décret n°91-875 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2002-60 modifié du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

Vu le décret n° 2002-63 modifié du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Vu le décret 2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité,

Vu le décret n°97-1223 du 26 décembre 1997 portant création d'une indemnité d'exercice de missions des préfectures,

Vu le décret n°1945-1753 relatif aux primes de rendement pouvant être attribuées aux fonctionnaires des finances et le décret n° 50-196 relatif à certaines indemnités dans les administrations centrales,

Vu le décret 72-18 relatif aux primes de service et de rendement allouées aux fonctionnaires des corps techniques du ministère de l'équipement et du logement,

Vu le décret n°2003-799 relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts et chaussées et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement,

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

APPROUVE :

Article unique : Le Comité syndical décide d'inscrire les crédits budgétaires nécessaires au versement des indemnités suivantes, au budget du Syndicat Mixte, et charge le Président de déterminer les montants individuels de chaque indemnité allouée au personnel bénéficiaire, en application des conditions de versement de cet avantage arrêtées par la présente délibération :

Les textes fixent, par référence aux dispositions prises en faveur des agents des services extérieurs de l'Etat, les butoirs budgétaires applicables au régime indemnitaire des agents territoriaux.

Pour la filière administrative

a) Indemnités horaires pour travaux supplémentaires

Ces indemnités bénéficient aux agents titulaires et stagiaires appartenant à la catégorie B et C ainsi qu'aux agents non titulaires exerçant des fonctions de même niveau.

Ces indemnités sont attribuées et calculées selon les conditions fixées par le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié susvisé.

Le nombre mensuel d'heures effectuées par agent ne peut excéder vingt-cinq heures.

b) Indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires des personnels de la filière administrative

Elles bénéficient aux agents titulaires et stagiaires occupant un emploi à temps complet, à temps partiel ou à temps non complet, ainsi qu'aux agents non titulaires exerçant des fonctions de même niveau répartis en trois catégories :

1^{re} catégorie : fonctionnaires de catégorie A appartenant à un grade dont l'indice brut terminal est supérieur à celui de l'indice brut terminal du premier grade du corps des attachés d'administration centrale.

2^e catégorie : fonctionnaires de catégorie A appartenant à un grade dont l'indice brut terminal est au plus égal à l'indice brut terminal du premier grade du corps des attachés d'administration centrale.

3^e catégorie : fonctionnaires de catégorie B.

Ces indemnités forfaitaires peuvent être attribuées et calculées conformément au décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 modifié susvisé.

Le montant individuel versée à un agent ne peut excéder, dans la limite du crédit global, huit fois le montant des taux moyens fixés par la réglementation en vigueur.

c) Indemnité d'administration et de technicité

Cette indemnité bénéficie aux fonctionnaires de catégorie C, aux fonctionnaires de catégorie B dont la rémunération est au plus égale à celle qui correspond à l'indice brut 380 et aux agents non titulaires exerçant des fonctions de même niveau.

Elle est attribuée et calculée conformément au décret 2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité

Le crédit global de l'IAT est plafonné pour chaque grade à huit fois le montant moyen annuel applicable.

Le montant individuel ne peut dépasser huit fois le montant de référence du grade considéré.

d) Indemnité d'exercice des missions

Cette indemnité bénéficie aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires des cadres d'emploi suivants : attaché, rédacteur, adjoint administratif, agent administratif.

Elle est attribuée et calculée conformément au décret n°97-1223 du 26 décembre 1997 portant création d'une indemnité d'exercice de missions des préfetures.

Le crédit global est égal aux taux moyens annuels selon le grade multiplié par le nombre de bénéficiaires potentiels.

Le montant individuel est calculé par application d'un coefficient de modulation compris entre 0 et 3 au montant de référence.

e) Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des administrations centrales

Les bénéficiaires sont les agents titulaires ou stagiaires relevant du cadre d'emploi des administrateurs territoriaux, ainsi que les agents non titulaires exerçant des fonctions de même niveau.

Elle est attribuée et calculée conformément au décret n° 2002-62 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des administrations centrales.

Le montant individuel ne peut excéder le triple du montant moyen annuel attaché au grade de l'agent.

f) Prime de rendement des administrations centrales

Elle bénéficie aux administrateurs territoriaux et sont fixées conformément au décret n°1945-1753 du 6 août 1945 et au décret n° 50-196 du 6 février 1950 susvisés.

Cette prime essentiellement variable et personnelle est attribuée compte tenu de la valeur et de l'action des agents éligibles.

Le taux maximum individuel est de 18 % du traitement brut le plus élevé du grade du fonctionnaire concerné.

Pour la filière technique

a) Prime de service et de rendement

Cette prime est allouée aux agents titulaires ou stagiaires exerçant des fonctions techniques et relevant du cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux ou des techniciens territoriaux, ou des agents non titulaires exerçant des fonctions de même niveau.

Elle est calculée conformément au décret 72-18 du 5 janvier 1972 susvisé.

Le crédit global est calculé à partir d'un taux moyen appliqué au traitement budgétaire moyen du grade. Le traitement budgétaire moyen du grade (TBMG) est égal à la moyenne arithmétique des traitements afférents aux indices de début et de fin de l'échelle indiciaire afférente au grade. Le crédit global est égal au taux moyen par grade multiplié par le nombre de bénéficiaires.

La prime effectivement allouée à un agent ne peut excéder annuellement le double du taux moyen fixé pour chaque grade.

b) Indemnité spécifique de service

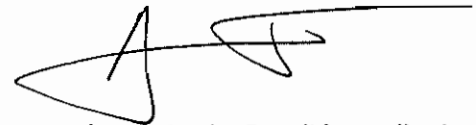
Les bénéficiaires sont les agents titulaires et stagiaires relevant des cadres d'emploi de la filière technique, ainsi que les agents non titulaires exerçant des fonctions de même niveau.

Elle est calculée conformément au décret n°2003-799 du 25 août 2003 susvisé.

Cette indemnité est versée au bénéficiaire l'année suivant l'année civile correspondant au service rendu par les bénéficiaires.

Le coefficient de modulation est fixé à 1,15.

Le taux individuel maximum est déterminé par le Président du Syndicat dans les limites fixées par le décret susmentionné.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'A' followed by a horizontal line and a small flourish.

La Présidente du Comité syndical